

composition. La tendance réformiste décida donc, par la voix de WAILLE, d'envoyer un message au Syndicat général du livre, à son secrétaire précisément, dont la teneur était la suivante : « Si, au cours d'une prochaine assemblée générale, un ou plusieurs des camarades que vous diligemment recommandent leur dissertation pseudo-unitaire, la Chambre typo vendra le bâtiment du boulevard Auguste-Blanqui. Nous avons suffisamment de réserve pour nous installer ailleurs ; quant à vous, vous devrez vous arranger avec le nouveau propriétaire... » Et WAILLE de conclure, avec une satisfaction madrée, que tout était rentré dans l'ordre. Je vous disais bien qu'il s'agissait d'une démocratie un peu rude !

Le Syndicat des correcteurs n'était pas loin de ressembler à la Chambre typo, si on excepte ses spécificités statutaires, à savoir la rotation obligatoire des mandats, les trois assemblées par an et l'élection annuelle du comité syndical. Et plus du tiers, au moins, des correcteurs étaient d'anciens typographes. Le Syndicat des correcteurs avait conservé une pratique de démocratie directe qui lui venait des habitudes organiques des premiers syndicats de la CGT. Alors que, au fil du temps, le fonctionnement de la Chambre typo s'était durci. Il faut aussi se souvenir qu'à la grande époque la Chambre typo dut réunir près de sept mille membres. Implantée dans la majorité des imprimeries de presse, de labeur-presses et de labcur, grandes et petites, c'était une puissance corporative considérable avec laquelle il fallait compter.

La vraie originalité des correcteurs, c'était la présence nombreuse et active de militants d'extrême gauche, surtout des libertaires et des compagnons de Pierre MONATTE, ceux du noyau de « la Révolution prolétarienne ». Antistalinienne déterminée et partisane de l'application de la Charte d'Amiens, cette majorité d'opinion pouvait s'entendre avec les réformistes de la Chambre typo contre le néo-guesdisme des communistes, en particulier sur les mots d'ordre d'indépendance syndicale, de défense et d'amélioration des contrats collectifs – salaires, conditions de travail, droits syndicaux. On appelait cela « coller aux typos ».

La direction de la Chambre typo et ses militants d'alors ne s'offusquaient pas de nos impertinences ; au contraire, qu'elles agacent tant les « cellulards », ou les « cosaques », – ainsi parlaient la plupart des typos – confortait leur situation de centristes unitaires. En outre, ils entendaient parfaitement les discours prononcés par le Syndicat des correcteurs, qui affirmait que seuls la démocratie et le pluralisme de la Fédération garantissaient l'unité syndicale – ce qui signifiait que si les staliniens du Syndicat général du livre tyrannisaient trop les autres tendances, elles pourraient aller voir ailleurs...

Un dernier mot, enfin, pour caractériser cette époque : l'exceptionnelle stabilité technique de l'imprimerie de fonte chaude ; pour ce qui concerne la composition des textes et le montage des pages, les dernières innovations se situaient au tournant de 1900 avec la généralisation des machines à composer (Linotype, Monotype et Ludlow) ; s'agissant de l'impression, le procédé offset ne progressa que très lentement après la Seconde Guerre mondiale ; presque toutes les rotatives de la presse parisienne en procédé typo avaient été montées avant 1940 et le changement de système n'interviendra qu'à la fin du conflit avec *le Parisien libéré*, c'est-à-dire vers 1977. La première photocomposeuse, la Lumitype, commença une timide production chez Georges-Lang et à la Sirlo entre 1964 et 1965, son maniement était plus lourd, plus compliqué, moins rapide, en un mot

moins productif que les techniques traditionnelles. Ce procédé-là ne pourrait jamais remplacer le plomb, pensait-on dans les ateliers...

Les ouvriers du Livre de toutes les catégories maîtrisaient parfaitement les savoir-faire nécessaires à la production ; la plupart des techniciens sortaient du rang ainsi qu'une partie des cadres de direction et des employeurs. On aimait la belle ouvrage, de la casse de mobile au bureau directorial ; une coquille dans un titre alarmait l'entreprise jusqu'au rédacteur en chef : celui qui s'en serait moqué serait passé pour un jean-foutre ; lorsqu'un correcteur débutant ne signalait pas, dans une justification moyenne, trois divisions superposées en bout de ligne, le chef d'atelier, le « prote », lui faisait les gros yeux ; en cas de quatre divisions, on lui faisait son compte... Et puis, c'était la période dite « des Trente Glorieuses », celle de l'accroissement régulier du niveau de vie...

Pour résumer, on peut affirmer que ce temps-là fut celui de l'apogée des syndicats du Livre. Peut-être a-t-on cru que cette stabilité allait continuer encore longtemps.

Le facteur déclenchant : le conflit du *Parisien libéré*

L'événement qui déclencha la modification profonde des techniques de production des imprimeries de presse s'affirme être, sans aucun doute, la dure lutte de vingt-sept mois qui opposa, dans les années soixante-dix, le Comité intersyndical au groupe d'Emilien AMAURY.

Celui-ci décida, sans doute au commencement des années soixante-dix, de préparer un coup de force en abandonnant brutalement la fonte chaude, l'impression typo et le personnel qui les utilisait, ainsi que la convention collective et le contrôle de l'embauche. A cet effet, AMAURY fit équiper une nouvelle usine, à Saint-Ouen, presque clandestinement, dans laquelle il prépara un changement complet de technique (photocomposition, montage papier, impression offset).

Au mois de mars 1975, sous divers prétextes, la direction abandonna les locaux des rues d'Enghien et des Petites-Ecuries pour transférer la production vers l'usine nouvelle...

Il est impossible dans un article comme celui-ci de seulement résumer ce que fut ce conflit.

La totalité du système de relations sociales qui régissaient les rapports entre éditeurs et syndicats du Livre aurait pu exploser. C'était d'ailleurs l'objectif d'AMAURY : briser le Livre, casser le système de distribution mutualiste des NMPP, réduire à néant la convention collective, réorganiser, sous sa houlette, un nouveau syndicat patronal de combat ¹...

Ce fut une sorte de grève à l'ancienne, au cours de laquelle les adversaires tentèrent de s'épuiser : les syndicats du Livre parisiens pourraient-ils assurer une pitance régulière aux six cents grévistes, dont une quarantaine de correcteurs, à l'aide d'une solidarité financière ², plus longtemps qu'AMAURY serait en mesure de financer les pertes de centaines de milliers d'exemplaires du journal, déchirés, maculés, dérobés, jetés à la Seine, à la Marne, à l'égout et le remplacement permanent des camionnettes de livraison kidnappées et détruites par les « rodéos » ?

Lorsque Emilien AMAURY décéda à la suite d'une chute de cheval, la vente de *Parisien libéré* était tombée à moins de 200 000 exemplaires par jour, alors qu'avant le conflit elle s'était élevée, parfois, à plus de 900 000...

Les habitudes de vie comme de pensée de tous ceux qui travaillaient dans l'imprimerie furent, de manière importante, transformées par ce conflit. De la population des